

Rapport de synthèse sur un éventuel accord de libre-échange entre la Suisse et les États-Unis

Survol du secteur agricole des États-Unis et du cadre juridique des relations commerciales avec la Suisse

1



Éditeur :	Union suisse des paysans Belpstrasse 26 3007 Berne
	Tél.: +41 (0)56 462 51 11
	info@sbv-usp.ch
	www.sbv-usp.ch
Auteure :	Rachel Keller
Contact :	Beat Röösli

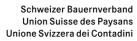
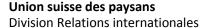
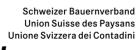




Table des matières

R	apport d	e synthèse sur un éventuel accord de libre-échange entre la Suisse et les États-Unis 1				
1.	. Introduction5					
2.	. L'agriculture des États-Unis et l'USDA5					
	2.1. À propos des exploitations agricoles					
	2.2.	Le <i>Farm Bill</i> de 2018				
	2.2.1	. Conservation	9			
	2.2.2	. Programmes portant sur les produits agricoles et assurance	10			
	2.2.3	. Programme facilitant l'accès au marché	11			
3.	. Norm	nes de production				
	3.1.	Pratiques de conservation				
	3.2.	Organismes génétiquement modifiés				
	3.3.	Utilisation d'hormones				
	3.4. Production bio					
	3.5. Bien-être animal					
	3.6.	Utilisation d'antimicrobiens				
4.	. Analy	se comparative du droit				
5.	5. Données commerciales					
6.	5. État actuel des négociations					







Liste des abréviations

Animal and Plant Health Inspection Service (APHIS) Service d'inspection de santé animale et végétale

Agriculture Risk Coverage (ARC) Couverture des risques agricoles

Agricultural Research Service (ARS) Service de recherche agricole

Animal Welfare Act (AWA)

Loi sur le bien-être des animaux

Clean Air Act (CAA) Loi sur la qualité de l'air

Concentrated Animal Feeding Operations (CAFO) Exploitation d'élevage intensif

Coordinated Framework for Regulation of Cadre coordonné de règlementation des

Biotechnology (CFRB) biotechnologies

Conservation Reserve Program (CRP) Programme de protection de l'environnement

Conservation Stewardship Program (CSP) Programme de conservation et de gérance

Clean Water Act (CWA) Loi sur la propreté des eaux

Environmental Quality Incentives Program (EQIP) Programme d'encouragement de qualité

environnementale

European Union (EU) Union européenne (UE)

Food and Drug Administration (FDA)

Agence américaine des produits alimentaires et

médicamenteux

Federal Food, Drug and Cosmetic Act (FFDCA)

Loi fédérale sur les aliments, les médicaments et les

cosmétiques

Gross Domestic Product (GDP) Produit intérieur brut (PIB)

Genetically Modified (GM) Génétiquement modifié (GM)

Genetically Modified Organism (GMO) Organismes génétiquement modifiés (OGM)

Integrated Pest Management (IPM)

Lutte intégrée contre les parasites

Livestock Behavior Research Unit (LBRU)

Unité de recherche sur le comportement du bétail

Market Facilitation Program (MFP) Programme facilitant l'accès au marché

Maximum Residue Level (MRL) Limite maximale de résidus

Nutrient Management Plan (NMP) Plan de gestion des éléments nutritifs

National Pollutant Discharge Elimination System Système national d'élimination des rejets de

(NPDES) polluants

Natural Resources Conservation Service (NRCS) Service de préservation des ressources naturelles

Price Loss Coverage (PLC)

Couverture en cas de baisse des prix

State Secretariat for Economic Affairs (SECO)

Secrétariat d'État à l'économie (SECO)

State Implementation Plans (SIPs) Plans de mise en œuvre par l'État

United States Department of Agriculture (USDA) Département de l'Agriculture des États-Unis

United States Environmental Protection Agency (EPA) Agence américaine de protection de

l'environnement



1. Introduction

Une compréhension exhaustive du rôle économique et social de l'agriculture aux États-Unis se révèle utile pour prendre des décisions commerciales éclairées. En plus des spécificités culturelles et géographiques propres aux États-Unis d'une part et à la Suisse d'autre part, ce sont les différences structurelles entre leurs politiques agricoles respectives qui jouent un rôle dans les normes de production. Il est essentiel de connaître ces différences pour savoir comment fonctionne l'agriculture au niveau national dans les deux pays étudiés. Il ne faut surtout pas négliger ces différences, car elles se trouvent au cœur des rouages de la politique internationale. Côté similitudes, les deux pays possèdent, comme tous les autres pays industrialisés, un secteur agricole négligeable d'un point de vue économique. En effet, l'agriculture ne contribue qu'à 1 % environ de leur PIB.¹ Toutefois, alors que l'agriculture de la Suisse repose sur le principe de la multifonctionnalité, celle des États-Unis reste tournée vers l'exportation. C'est quelque part entre ces ressemblances et différences qu'un accord commercial bilatéral pourrait se dessiner. La présente synthèse restitue les informations les plus pertinentes et les plus utiles du rapport intégral et se termine par une note sur l'état actuel des négociations.

2. L'agriculture des États-Unis et l'USDA

Les États-Unis d'Amérique se composent de 50 États et d'un district. Avec près de 330 millions d'habitants, il s'agit du troisième pays le plus peuplé de la planète. Le pays s'étend sur 9,3 millions de km², ce qui en fait le troisième pays du monde en superficie. ²

Les principaux types d'utilisation des terres se répartissent comme suit : surfaces herbagères, prairies et pâturages (29 %), surfaces forestières (28 %), terres arables (17 %), utilisations spéciales (surtout parcs et réserves d'espèces sauvages) (14 %), utilisations diverses (zones marécageuses, toundra et forêts improductives) (9 %), et zones urbaines (3 %).²

Donc 45 % de terres sont agricoles.³ À la figure 1⁴, l'utilisation des terres par État permet d'observer la nette répartition des bassins de production et la forte adéquation de l'agriculture avec la géographie et le climat des territoires respectifs. Sur la base de neuf groupes de produits agricoles, la carte suivante montre, pour chaque État, la filière la plus importante sur le plan économique.⁵

En Californie, premier État par sa production agricole, les fruits, les noix et les petits fruits rapportent 17,7 milliards de dollars par an. En 2001, le revenu agricole brut s'élevait à quelque 250 milliards de dollars. Il a atteint 433 milliards de dollars en 2018.⁶

¹ Badertscher C, 2015. Msc Arbeit. Freihandelsabkommen EU-USA (TTIP) – Auswirkungen auf die Schweizer Landwirtschaft, p. 74.

² https://www.ers.usda.gov/webdocs/publications/84880/eib-178_summary.pdf?v=0

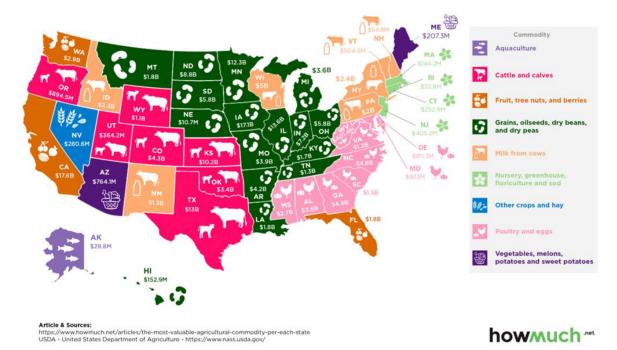
³ À titre de comparaison, l'utilisation des terres en Suisse (estimation 2011) : terres agricoles : 38,7%, terres arables : 10,2% / cultures permanentes 0,6 % / pâturages permanents : 27,9 %, forêts : 31,5 %, autres : 29,8 %

⁴ Figure 1 https://www.visualcapitalist.com/most-valuable-agricultural-commodity-state/

 $^{^{5}\} https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/us.html$

⁶ https://www.statista.com/statistics/196099/total-us-gross-farm-income-since-2000/





Les États-Unis sont le premier exportateur agricole mondial. Ils occupent cette place depuis la Seconde Guerre mondiale. Les changements structurels amorcés à cette époque-là ont mené à une efficacité accrue, favorisant le développement d'une production alimentaire concurrentielle sur les marchés internationaux. Ce fait, conjugué à la spécialisation, a permis aux États-Unis de se positionner comme leader parmi les exportateurs agricoles.

Il existe aux États-Unis un département fédéral qui a pour mission de chapeauter l'agriculture dans le pays. Créé en 1862, le Département de l'Agriculture des États-Unis (USDA) est le département exécutif chargé de concevoir et de mettre en œuvre les lois fédérales portant sur l'agriculture, la sylviculture et l'alimentation, ainsi que d'appliquer la loi dans ces domaines. L'USDA a demandé un montant total de 123 milliards de dollars sur les crédits disponibles en 2020. Par rapport à l'année fiscale 2019, ce montant est en baisse de 38 milliards de dollars.⁷

2.1. À propos des exploitations agricoles

Les gains de productivité restent le principal moteur de croissance dans l'agriculture américaine. ⁸ Les avancées technologiques dans l'agriculture ont contribué à apporter des changements dans le secteur agricole. Grâce aux innovations dans le domaine de la génétique animale et végétale, des produits chimiques, des équipements et de l'organisation des exploitations, la croissance de la production a pu se poursuivre sans augmentation notable des intrants. En conséquence, même si les terres et la main-d'œuvre utilisées dans l'agriculture ont diminué, la production agricole totale a plus que doublé entre 1948 et 2015.

La tendance générale à l'œuvre dans les pays industrialisés, à savoir que la taille des exploitations augmente (par ha) tandis que leur nombre diminue, se vérifie également aux États-Unis. Les exploitations

⁷ https://www.obpa.usda.gov/budsum/fy2020budsum.pdf

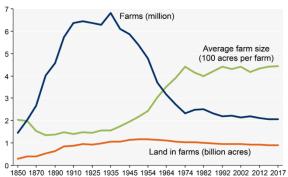
⁸ https://www.ers.usda.gov/data-products/chart-gallery/gallery/chart-detail/?chartId=58284



familiales représentent toujours une grande majorité des exploitations et de la production agricole. Cependant, à mesure que la production passe entre les mains d'exploitations plus grandes, la taille des entreprises agricoles familiales augmente souvent elle aussi.⁹

Les États-Unis comptent 64 800 exploitations dont le revenu brut s'élève à 1 million de dollars ou plus. Ces exploitations assurent 54 % de la production agricole, et 93 % d'entre elles sont de type familial. Ces grandes entreprises agricoles familiales réalisent 84 % de la production des exploitations « millionnaires ». Bien que la plupart des exploitations américaines soient de petite taille, ces petites unités exploitent la moitié des terres agricoles mais n'assurent que 23 % de la production totale. 10

Farms, land in farms, and average acres per farm, 1850-2017 Million farms, billion acres, or 100 acres per farm



Source: USDA, Economic Research Service using data from USDA, National Agricultural Statistics Service, Census of Agriculture (through 2012) and Farms and Land in Farms: 2017 Summary.

En outre, par rapport à l'ensemble des ménages américains, les ménages agricoles ne figurent en général pas parmi ceux à faible revenu. En effet, 57 % des ménages agricoles disposaient, en 2018, d'un revenu égal ou supérieur à la médiane de tous les ménages (63 179 dollars).¹¹

En 2018, les États-Unis recensaient un peu plus de deux millions d'exploitations agricoles. La taille moyenne de celles-ci a augmenté, passant de 63 ha en 1935 à 180 ha en moyenne en 2017. 12 13

Les exploitants ont un âge moyen de 57,5 ans. Les États-Unis comptent 321 261 producteurs âgés de 35 ans ou moins. Tant les dimensions que le chiffre d'affaires des exploitations dirigées par des jeunes

producteurs ont tendance à se révéler supérieurs à la moyenne. Un producteur sur quatre est un agriculteur débutant dont l'expérience professionnelle n'excède pas dix ans. Les femmes représentent 36 % des producteurs. 14

2.2. Le Farm Bill de 2018

Suivant un cycle législatif quinquennal, le *Farm Bill* (la PA/les lois agricoles) définit les mesures budgétaires et politiques pour le secteur agricole américain. Comme l'UE, les États-Unis ont abandonné le soutien des prix et la régulation de l'offre dans les années 1990. Ces instruments n'ont toutefois pas laissé place à des paiements directs outre-Atlantique. Avec le nouveau *Farm Bill*, le mouvement de rapprochement se poursuit entre les programmes portant sur les produits agricoles et l'assurance-récolte fédérale. Le soutien actuel de l'agriculture s'appuie dans une large mesure sur un système d'assurance

⁹ La grande majorité des exploitations agricoles familiales (environ 90 %) ont le statut d'entreprise individuelle, appartenant à un seul individu ou à une seule famille, ce qui signifie que tout profit ou toute perte en découlant est transmis au propriétaire/associé/actionnaire, et que l'impôt est payé au niveau individuel sur leur déclaration de revenus. 92 % des petites exploitations agricoles familiales et 74 % des exploitations agricoles de taille moyenne ont le statut d'entreprise individuelle. https://www.ers.usda.gov/webdocs/publications/95547/eib-214.pdf?v=9906.4

¹⁰ https://www.ers.usda.gov/webdocs/publications/86198/eib-185.pdf?v=0

¹¹ https://www.ers.usda.gov/webdocs/publications/95547/eib-214.pdf?v=9906.4

¹² https://www.ers.usda.gov/data-products/ag-and-food-statistics-charting-the-essentials/farming-and-farm-income/

¹³ Figure 2 https://www.ers.usda.gov/data-products/chart-gallery/gallery/chart-detail/?chartId=58268

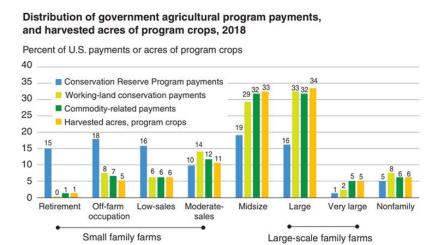
 $^{^{14}\,}https://www.usda.gov/media/press-releases/2019/04/11/2017-census-agriculture-data-now-available$

 $^{^{15}}$ https://www.ers.usda.gov/topics/farm-practices-management/risk-management/government-programs-risk.aspx



qui garantit un revenu minimum aux agriculteurs en cas de mauvaise récolte ou de forte baisse des prix. Ce système incite à accroître la production. L'extensification n'est pas d'actualité aux États-Unis.

Il n'existe pas qu'un seul système d'assurance dans l'agriculture américaine. L'USDA gère plus de 60 programmes d'aides directes et indirectes aux agriculteurs. Les montants versés au titre des aides étatiques et de l'assurance-récolte fédérale, de même que les bénéficiaires de ces instruments, diffèrent selon les programmes.



Note: Program crops include barley, corn, dry edible beans/peas/lentils, oats, peanuts, rice, sorghum (grain), soybeans and other oilseeds, canola, and wheat.

Source: USDA, Economic Research Service and USDA, National Agricultural Statistics Service 2018 Agricultural Resource Management Survey.

Selon l'USDA, en 2018, les exploitations familiales au niveau moyen de ventes ainsi que les moyennes et grandes exploitations familiales ont touché 76 % des paiements liés aux produits, en cohérence avec les 78 % des terres qu'elles détenaient parmi les cultures éligibles à un programme de soutien. Les paiements portant sur la conservation des terres ont été répartis à raison de 33 % aux grandes exploitations familiales, de 29 % aux movennes exploitations familiales et de 28 % aux

petites exploitations familiales. Au total, 71 % des exploitations n'ont pas touché des paiements agricoles du gouvernement en 2018. 17 18

Les paiements découplés ont atteint 22,4 milliards de dollars en 2019. Au regard des montants affectés, les trois principaux programmes de soutien financier du gouvernement aux agriculteurs sont les suivants : les paiements pour les programmes portant sur les produits agricoles, les paiements pour les programmes de conservation, ainsi que des subventions pour les primes de l'assurance-récolte fédérale des agriculteurs.¹⁹

¹⁶ Par rapport à la précédente loi agricole, la loi agricole 2014&2018 a été promulguée avec plus d'options d'assurance-récolte et des prix de référence plus élevés, conçus pour déclencher des paiements plus souvent qu'avec la loi précédente. Le financement a été assuré par la suppression des paiements directs, qui étaient effectués annuellement depuis 1996, mais qui ne jouaient aucun rôle dans la gestion des risques agricoles, car ils ne variaient pas en fonction des prix agricoles. https://fas.org/sgp/crs/misc/R43758.pdf

¹⁷ https://www.ers.usda.gov/webdocs/publications/95547/eib-214.pdf?v=9906.4

¹⁸ Figure 3 à la page 20 dans America's Diverse Family Farms: 2019 Edition: https://www.ers.usda.gov/webdocs/publications/95547/eib-214.pdf?v=9906.4

¹⁹ Figure 3 Répartition des paiements du programme agricole gouvernemental : https://data.ers.usda.gov/reports.aspx?ID=17833#P91030893d35a4267a165ed84121f24b9_6_xA



Federal Government direct farm program payments, 2010-2019F

United States	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019F
onited states	\$1,000	\$1,000	\$1,000	\$1,000	\$1,000	\$1,000	\$1,000	\$1,000	\$1,000	\$1,000
Federal Government direct farm program payments	12'391'658	10'420'530	10'635'118	11'003'796	9'766'845	10'804'486	12'979'676	11'531'611	13'669'010	22'420'185
Fixed direct payments	4'809'267	4'705'683	4'687'021	4'288'531	18'733	-3'509	-5'348	818	-933	NA
Cotton Transition Assistance Payments (CTAP)	NA	NA	NA	NA	459'927	24'018	1'064	122	-43	NA
Cotton Ginning Cost-Share (CGCS) Program	NA	NA	NA	NA	NA	NA	326'456	254	214'562	NA
Average Crop Revenue Election Program (ACRE)	421'387	15'978	41'395	206'896	255'084	13'738	122	-250	-63	NA
Price Loss Coverage (PLC)	NA	NA	NA	NA	NA	754'928	1'942'170	3'213'642	2'064'825	1'921'000
Agriculture Risk Coverage (ARC)	NA	NA	NA	NA	NA	4'376'892	6'061'419	3'797'083	1'109'009	641'000
Counter-cyclical payments	209'099	16'510	-1'234	-839	-527	-60	-189	59	NA	NA
Loan deficiency payments	114'391	5'749	-616	-331	61'894	154'844	165'850	8'459	-515	6'121
Marketing loan gains	2'002	80	0	0	32'955	53'528	40'158	3'440	0	1'300
Certificate exchange gains	705	0	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA
Milk income loss payments	51'660	-100	446'572	231'704	-129	-40	-64	-43	-20	NA
Dairy Margin Coverage Program	NA	NA	NA	NA	NA	686	10'394	19	250'013	214'000
Tobacco Transition Payment Program	686'769	666'028	652'933	647'974	646'399	2'574	0	6	0	NA
Conservation	3'219'467	3'674'324	3'695'063	3'679'896	3'561'396	3'618'928	3'763'963	3'824'171	3'986'516	3'534'831
Biomass Crop Assistance Program (BCAP)	231'390	29'796	12'266	7'078	5'444	7'364	6'879	1'236	236	NA
Supplemental and ad hoc disaster assistance	2'647'915	1'304'552	1'102'397	1'942'908	4'725'718	1'800'619	657'543	679'465	915'566	1'746'400
Market Facilitation Program	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	5'127'345	14'342'344
Miscellaneous programs	-2'395	1'928	-680	-21	-49	-24	9'259	3'129	2'514	13'189

2.2.1. Conservation

Les programmes de conservation se sont vu allouer 3,5 milliards de dollars en 2019. Il existe deux stratégies majeures de conservation. L'une, telle que le programme de protection de l'environnement (CRP) paie les agriculteurs pour retirer des terres de la production. L'autre, telle que le programme de conservation et de gérance (CSP), paie les agriculteurs pour améliorer les terres cultivées.

Les participants au CSP reçoivent un paiement annuel d'utilisation des terres pour les avantages environnementaux qu'ils produisent au niveau de l'exploitation. Ils sont payés pour l'efficacité des mesures de conservation : plus les mesures sont efficaces, plus les paiements sont élevés. En tant que programme volontaire de conservation, le CSP encourage les producteurs à traiter les problèmes liés aux ressources de façon globale²⁰.²¹ Si son exploitation est retenue, le propriétaire conclut un contrat de cinq ans avec le bureau local du service de préservation des ressources naturelles (NRCS).²²

Au niveau budgétaire, le CRP représente le plus grand programme de conservation. Il fournit un financement pour le retrait de la production de terres fragiles sur le plan environnemental, la plus grande partie des fonds étant allouée à l'encouragement de pratiques de conservation sur des terres cultivées. Le programme d'encouragement de qualité environnementale (EQIP) fournit un soutien financier et technique aux propriétaires fonciers qui, à titre volontaire, mettent en œuvre des pratiques de conservation sur les terres agricoles. Les cinq principales pratiques de gestion des cultures soutenues dans le cadre de l'EQIP sont l'assolement, les couverts intermédiaires, la gestion des éléments nutritifs, l'entretien de terrasses et le travail conservatoire du sol (gestion des résidus). ²³ Aux États-Unis, à la différence de la Suisse, ces pratiques ne revêtent en aucun cas un caractère obligatoire. ²⁴

²⁰En entreprenant des activités de conservation supplémentaires ; et en améliorant, maintenant et gérant les activités de conservation existantes.

 $^{^{21}\,}https://www.nrcs.usda.gov/wps/portal/nrcs/detailfull/national/programs/financial/csp/?cid=nrcs143_008316$

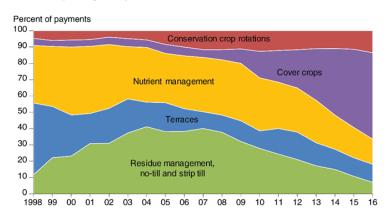
²² file://sbvcapp861/home\$/rachel.keller/Downloads/Self-Screening_Assessment_020615.pdf

²³ Figure 16 Dépenses du programme d'encouragement de qualité environnementale https://www.ers.usda.gov/webdocs/charts/94847/rred.share_of_eqip.png?v=3908.3

²⁴ https://www.ers.usda.gov/amber-waves/2006/september/agricultural-policy-affects-land-use-and-the-environment/



Spending from the Environmental Quality Incentives Program (EQIP) focused on five different crop management practices between 1998 and 2016



Note: Terraces are a structural practice designed to reduce runoff and soil erosion by constructing an earth embankment or ridge that is perpendicular to a field's slope. Between 1998 and 2016, total EQIP payments expanded from \$18 million to \$840 million. Source: USDA, Economic Research Service using data from USDA, Natural Resources Conservation Service, EQIP practice suite payments in the United States.

Il convient de relever que ces trois programmes (CRP, CSP et EQIP) représentent 93 % des dépenses totales pour l'encouragement de la conservation.²⁵

En résumé, le titre de la conversation du *Farm Bill* de 2018 correspond à 7 % des dépenses obligatoires prévues par la loi sur dix ans, soit 60 milliards de dollars sur 867 milliards de dollars au total.

2.2.2. Programmes portant sur les produits agricoles et assurance

Alors que les producteurs décident chaque année de s'inscrire aux programmes d'assurance, l'inscription à l'un des deux nouveaux programmes liés aux produits, la couverture des risques agricoles (ARC) ou la couverture en cas de baisse des prix (PLC)²⁶, ne s'effectue qu'une fois et reste valable pour la durée de validité de la loi agricole.

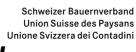
En 2019, les dépenses allouées au programme PLC couvrant plus de 20 cultures ont atteint 2,9 milliards de dollars. Ce programme prévoit un versement compensatoire pour les producteurs lorsque le prix d'une culture se révèle inférieur, en moyenne nationale, au prix de référence fixé par le Congrès pour cette culture. Les paiements se basent sur 85 % de la surface historique d'une culture, le rendement historique et le montant de l'aide, qui, lui, correspond à la différence entre le prix de référence et soit le prix de marché en moyenne nationale ou le prix d'intervention fixé par les pouvoirs publics s'il est plus élevé. Plus le prix moyen national d'une culture tombe au-dessous de son prix de référence, plus l'aide versée aux agriculteurs est importante.²⁷

La part de l'assurance-récolte fédérale dans l'aide financière directe aux exploitations agricoles a connu une nette progression au cours des dernières décennies, passant de 2 % en 1989 à 31 % en 2016. Les lois de 1994 et 2000 ont relevé les subventions aux primes d'assurance, ce qui a encouragé un plus grand nombre d'agriculteurs à participer en leur permettant de bénéficier d'une couverture moins onéreuse. Les lois agricoles récentes ont mis l'accent sur une gestion des risques davantage au moyen d'assurances qu'à travers un soutien des revenus par des programmes liés aux produits agricoles. Le programme

²⁵ Bruce Babcock, "Cutting the Fat: It Won't Kill Crop Insurance," Environmental Working Group, December 2015. P. 34

²⁶ Les agriculteurs choisissent de participer soit à l'ARC soit au PLC. En même temps, ils peuvent souscrire à une assurance-récolte, qui a la même fonction générale de maintien des revenus agricoles à un niveau élevé. Selon les personnes qui souhaitent réduire les dépenses pour l'agriculture, le fait que les agriculteurs peuvent bénéficier d'au moins deux programmes de subvention en cas de manque à gagner sur leurs récoltes est un problème. https://www.ewg.org/research/subsidy-layer-cake

²⁷ https://www.ers.usda.gov/data-products/farm-household-income-and-characteristics.aspx





subventionne tant les primes d'assurance des agriculteurs que les frais administratifs des seize compagnies d'assurance privées ²⁸ proposant les polices.²⁹

Des subventions sont disponibles pour assurer plus de 100 cultures, mais ce sont le maïs, le coton, le soja et le blé qui dominent le tableau. Environ 80 % des polices actuelles couvrent les producteurs contre un manque à gagner, tandis que les 20 % restantes offrent une sécurité en cas de rendements insuffisants.³⁰ Plus de 117 millions d'hectares sont couverts par le programme d'assurance-récolte fédérale, incluant plus de 80 % de la surface de grandes cultures plantées aux États-Unis.

2.2.3. Programme facilitant l'accès au marché

Le programme facilitant l'accès au marché (MFP) s'inscrit dans un plus large effort de l'USDA pour aider les agriculteurs dont les produits ont été directement touchés par des droits de douane, entraînant la perte de marchés d'exportation traditionnels. Le MFP existe depuis deux ans. Un montant de 14,3 milliards de dollars a été distribué en 2019, contre 5,1 milliards de dollars en 2018. Les grandes cultures, la production laitière, l'élevage porcin et les cultures spéciales peuvent bénéficier de ces aides.³¹

L'aide aux grandes cultures se base sur un taux de paiement unique par comté, multiplié par le total des plantations de cultures éligibles au MFP en 2019. Ces paiements à la surface ne dépendent pas des cultures plantées en 2019. 32 Le total des plantations donnant droit à un paiement ne peut dépasser le total de l'année précédente. 33

3. Normes de production

L'image perçue des États-Unis ailleurs dans le monde diffère des mouvements populaires à l'œuvre à l'intérieur du pays. Vu l'étendue du pays, il est plus facile de réaliser une analyse limitée au niveau fédéral, tandis que pour une compréhension approfondie, un gros plan sur une région, voire sur un État particulier, laisse apparaître plus de détails et des nuances susceptibles d'influencer, à terme, l'ensemble du secteur agricole américain. Non seulement la population s'intéresse de plus en plus au mode de production et à l'origine de son alimentation, mais elle exige aussi des pratiques durables.

4 C'est déjà le cas depuis longtemps en Suisse.

L'existence de normes de production différentes devient tangible en considérant la grande diversité de tendances au niveau mondial. En général, le secteur agricole américain s'est spécialisé et a mis l'accent sur les exportations plutôt que sur la diversification. Comme observé dans le rapport intégral, cette donne pourrait toutefois changer sous l'effet de tendances telles que la vente directe, la production bio et l'augmentation des fonds consacrés à l'agriculture de conservation.

²⁸ Au cours des cinq dernières années, les dépenses se sont élevées en moyenne à 6,7 milliards de dollars par an pour les subventions aux primes, à 1,5 milliard de dollars pour les subventions aux compagnies d'assurance, à 0,3 milliard de dollars pour les pertes de souscription et à 0,2 milliard de dollars pour les frais administratifs fédéraux.

²⁹ https://www.cbo.gov/system/files/115th-congress-2017-2018/reports/53375-federalcropinsuranceprogram.pdf

 $^{^{30}\} https://www.cbo.gov/system/files/115 th-congress-2017-2018/reports/53375-federal cropin surance program.pdf$

³¹ https://www.farmers.gov/manage/mfp

³² Les taux de paiement des comtés varient entre 15 et 150 dollars par acre (0,4 ha), en fonction de l'impact des rétorsions commerciales injustifiées dans ce comté.

 $^{^{33}\,}https://www.fsa.usda.gov/programs-and-services/market-facilitation-program/index$

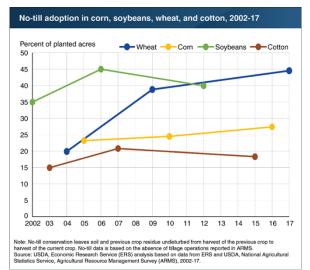
³⁴ https://michaelpollan.com/articles-archive/the-food-movement-rising/



Les exploitations agricoles américaines restent cependant moins réglementées et plus tournées vers le secteur privé dans leurs structures et leurs stratégies. En Suisse, pays au territoire exigu et à la population dense, l'agriculture découle dans une très large mesure d'un processus démocratique, transparent, avec de nombreuses parties prenantes dans la prise de décisions. Ces différences tiennent aussi aux systèmes politiques respectifs, la Suisse misant sur la participation, ce qui est moins le cas aux États-Unis. Alors que les agriculteurs américains disposent d'une plus grande liberté entrepreneuriale, les agriculteurs suisses doivent se plier à des règlementations fédérales très précises, instaurant des normes minimales à remplir. La Suisse attache de l'importance à la sécurité alimentaire du pays et aux trois dimensions de la durabilité dans sa prise de décision.

3.1. Pratiques de conservation

L'USDA prévoit une liste de pratiques choisies pour gérer la santé des sols³⁵. Le travail du sol sans labour et les couverts intermédiaires représentent deux exemples de programmes de conservation liés à la santé



des sols et très répandus aux États-Unis. Entre 2004 et 2017, les producteurs de blé ont fait passer de 37 % à 67 % la part des sols préparés en labour de conservation. Dans une mesure certes plus modeste, cette technique a aussi progressé dans les cultures de maïs, de soja et de coton.³⁶

En plus, de 2005 à 2013, les fonds alloués par l'USDA aux couverts intermédiaires dans le cadre de l'EQIP ont décuplé, bondissant de quelque 5 millions de dollars à plus de 50 millions de dollars en valeur nominale.³⁷

3.2. Organismes génétiquement modifiés

Le terme de « *Biotech Food* » aux États-Unis équivaut aux organismes génétiquement modifiés (OGM) dans l'UE. Adoptée en 2016, la loi américaine sur la déclaration des aliments issus du génie biologique (*National Bioengineered Food Disclosure Law*) a demandé à l'USDA d'établir une norme nationale obligatoire pour la déclaration des aliments qui sont ou peuvent être issus du génie biologique³⁸, à mettre en œuvre à partir de 2020.

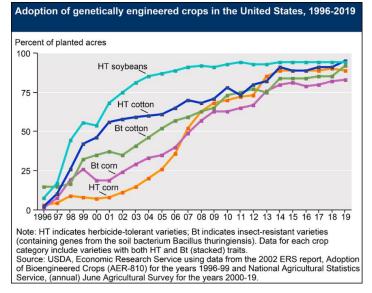
³⁵ Travail du sol sans labour, labour réduit/semis sous litière/labour de conservation, paillage, cultures de couverture, assolement de conservation, gestion des éléments nutritifs et rotation des pâturages

³⁶ https://www.ers.usda.gov/webdocs/charts/93684/august19_feature_marshall_fig02.png?v=3285.3

³⁷ https://www.ers.usda.gov/data-products/chart-gallery/gallery/chart-detail/?chartId=80486

³⁸ La norme définit les aliments issus du génie biologique comme ceux qui contiennent du matériel génétique détectable qui a été modifié par certaines techniques de laboratoire et qui ne peut être créé par une sélection conventionnelle ou trouvé dans la nature.





Les États-Unis n'ont pas ratifié le Protocole de Cartagena sur la biosécurité. Leur politique sur les cultures OGM se trouve régie par le Cadre coordonné de règlementation des biotechnologies (CFRB). Le CFRB prévoit que les efforts règlementaires des États-Unis se concentrent sur le produit de la modification génétique et non sur le processus. La règlementation doit se borner aux risques scientifiquement démontrables.³⁹ En d'autres termes, la position américaine repose sur une logique de conséquences, si bien que seul le résultat est pris en compte. Par rapport aux autres pays, les États-Unis disposent d'une règlementation sur les OGM plutôt

favorable à leur développement.

Les OGM représentent un élément économique important de l'industrie biotechnologique, qui joue désormais un rôle significatif dans l'économie américaine. Les États-Unis sont le premier producteur mondial de cultures génétiquement modifiées (GM). En 2012, sur les 170,3 millions d'hectares de cultures GM dans le monde, 69,5 millions d'hectares ou plus de 40 % de ces cultures se trouvaient aux États-Unis. Les variétés GM dominent désormais largement plusieurs cultures cultivées aux États-Unis. À titre d'exemple, 93 % du soja, 90 % du coton et 90 % du maïs cultivés aux États-Unis en 2013 étaient GM en raison de leur tolérance aux herbicides ou de leur résistance aux insectes. 41

3.3. Utilisation d'hormones

Les hormones sont autorisées dans la production de bovins et d'agneaux. Les hormones étant interdites chez les volailles, les porcs, les veaux de boucherie ou les espèces exotiques non assujetties à l'inspection de l'USDA (non-amenable species), aucun étiquetage relatif aux hormones ne sera approuvé pour ces espèces.⁴²

Aux États-Unis aussi, l'utilisation d'hormones s'avère être un sujet à controverse. Selon un article, les hormones de synthèse sont considérées comme bénéfiques pour la production car, lorsqu'elles sont utilisées en toute sécurité, la capacité de l'industrie à produire davantage de viande bovine consommable par vache tout en économisant sur l'alimentation du bétail ouvre des perspectives prometteuses pour la population américaine. Cependant, compte tenu de la toxicité potentielle de diverses hormones de synthèse lorsqu'elles sont consommées en certaines quantités, nombreuses sont les personnes à exiger du gouvernement qu'il fasse davantage pour garantir que l'utilisation d'hormones de synthèse utilisées est soumise à une réglementation très stricte et sans danger pour la consommation humaine. ⁴³ Aux États-

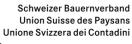
³⁹https://content.next.westlaw.com/Document/Id085b5fdddf411e498db8b09b4f043e0/View/FullText.html?contextData=(sc.Default)&transitionType=Default&firstPage=true&bhcp=1

⁴⁰ Tableau Adoption des cultures GM aux États-Unis https://www.ers.usda.gov/webdocs/charts/58020/biotechcrops.png?v=8695.1

⁴¹ https://www.loc.gov/law/help/restrictions-on-gmos/usa.php

⁴² https://www.fsis.usda.gov/wps/portal/fsis/topics/food-safety-education/get-answers/food-safety-fact-sheets/food-labeling/meat-and-poultry-labeling-terms/meat-and-poultry-labeling-terms

⁴³ https://scholarship.shu.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1476&context=student_scholarship





Unis, l'utilisation de certaines hormones est autorisée à des conditions strictes par l'USDA et l'Agence américaine des produits alimentaires et médicamenteux (FDA).⁴⁴ La limite maximale de résidus (MRL) régit le seuil admissible d'hormones dans les aliments.

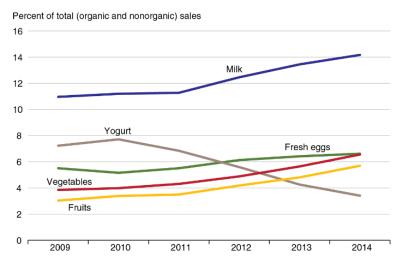
Plusieurs universités s'intéressent non seulement aux effets immédiats, mais aussi aux conséquences environnementales des hormones. Les métabolites des hormones, qui sont implantées dans les oreilles des bovins, peuvent se frayer un chemin jusqu'aux ruisseaux et aux rivières à partir du lisier qui s'écoule des parcs d'engraissement ou qui est appliqué sur les terres comme engrais.⁴⁵

Rien que ces deux exemples montrent à l'évidence que le traitement hormonal du bétail fait débat aux États-Unis. Bien que les deux points de vue prônent la durabilité, l'un appréhende davantage la situation dans son ensemble.

3.4. Production bio

Les exploitations agricoles qui produisent des aliments biologiques et les entreprises qui prennent en charge ou transforment ces aliments doivent travailler en conformité avec les normes du programme

Retail market share for organic eggs, milk, and the top fruits and vegetables increased from 2009 to 2014, matching commodity increases



Source: USDA, Economic Research Service and data from market research company IRI for the 2009-14 period.

biologique national. L'USDA a établi des normes nationales pour l'agriculture biologique en 2000, fournissant un ensemble unique de règles pour les agriculteurs et les autres prestataires.⁴⁶

En 2015, les ventes des exploitations biologiques certifiées ont atteint 6,2 milliards de dollars, soit environ 2 % des recettes totales de la production américaine. Alors que les recettes totales de ces productions ont diminué de 11 % entre 2014 et 2015, les ventes de produits biologiques certifiés d'origine végétale et animale ont progressé de 13 %.⁴⁷

Les exploitants agricoles sont plus

jeunes dans le secteur biologique que dans le reste du secteur agricole, et les exploitations agricoles se révèlent souvent plus diversifiées s'agissant des cultures produites. ⁴⁸ Les exploitations biologiques affichent aussi des niveaux de vente directe et de valeur ajoutée beaucoup plus élevés que les exploitations conventionnelles.

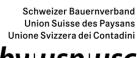
 $^{^{44}\} https://www.fda.gov/animal-veterinary/product-safety-information/steroid-hormone-implants-used-growth-food-producing-animals$

⁴⁵ http://archive.news.indiana.edu/releases/iu/2015/05/beef-hormone-exposure.shtml

⁴⁶ https://www.ers.usda.gov/amber-waves/2017/januaryfebruary/growing-organic-demand-provides-high-value-opportunities-for-many-types-of-producers/

⁴⁷ Tableau Ventes bio https://www.ers.usda.gov/webdocs/charts/82309/janfeb17_feature_greene_fig02.png?v=5443.3

⁴⁸ https://www.ers.usda.gov/amber-waves/2017/januaryfebruary/growing-organic-demand-provides-high-value-opportunities-for-many-types-of-producers/





Les transformateurs d'aliments biologiques, les fabricants et les autres entreprises du secteur agroalimentaire se concentrent autour des grandes métropoles, tandis que les exploitations d'élevage certifiées biologiques se situent principalement dans la région des Grands Lacs. La Californie a contribué, à elle seule, à 39 % des ventes totales des exploitations biologiques américaines.

En 2015, les États-Unis ont conclu avec la Suisse un accord d'équivalence biologique pour simplifier le commerce de produits biologiques entre les deux pays.⁴⁹

3.5. Bien-être animal

L'USDA Animal Care, une unité du Service d'inspection de la santé animale et végétale, applique la loi sur le bien-être des animaux (AWA).⁵⁰ Cette loi vise toutefois à garantir un traitement humain de nombreuses espèces qui ne sont pas élevées pour l'alimentation ou la production de fibres.⁵¹ Par conséquent, d'un point de vue politique, le bien-être animal ne concerne pas les pratiques d'élevage.

Il existe néanmoins une importante unité de recherche sur le comportement du bétail (LBRU) au sein du Service de recherche agricole (ARS). Elle a pour mission d'améliorer le bien-être des animaux, tout en aidant la production animale à répondre aux préoccupations éthiques et politiques autour des conditions d'élevage des animaux destinés à l'alimentation. L'objectif d'améliorer le bien-être animal pour toutes les parties prenantes en assurant la durabilité économique des industries de production animale montre que le sujet fait partie de la politique américaine. Toutefois, force est de constater que le bien-être animal ne comporte pas la dimension éthique qu'il connaît en Europe, et qu'il ne revêt aucun caractère juridique contraignant.⁵²

3.6. Utilisation d'antimicrobiens

L'USDA n'ignore pas que la production animale représente un grand utilisateur d'antibiotiques pour le traitement, le contrôle et la prévention des maladies, ainsi qu'à des « fins de production » dans des buts de croissance et d'efficacité alimentaire.⁵³ L'UE a interdit l'utilisation d'antibiotiques comme stimulateurs de croissance en 2001. En Suisse, les antibiotiques ne sont autorisés que pour traiter une maladie.

Une nouvelle réglementation de la FDA, entrée en vigueur en 2017, interdit l'utilisation d'antibiotiques comme compléments alimentaires pour accélérer la croissance du bétail et de la volaille. Les nouvelles dispositions proscrivent la vente libre de médicaments antimicrobiens importants pour l'homme aux agriculteurs, si bien que ces médicaments, auparavant accessibles en vente libre, ne s'obtiennent plus que sur ordonnance d'un vétérinaire.⁵⁴

 $^{^{49}\,}https://www.fas.usda.gov/newsroom/united-states-and-switzerland-streamline-organic-trade$

⁵⁰ Cette loi fédérale signée en 1966 définit des exigences concernant le transport, la vente et la manipulation de certains animaux. https://www.aphis.usda.gov/aphis/ourfocus/animalwelfare/awa/ct_awa_program_information

 $^{^{51}\,}https://www.aphis.usda.gov/animal_welfare/downloads/aw/awlicreg_gray-book.pdf$

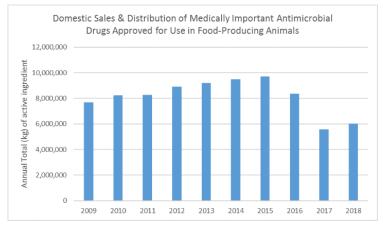
⁵² https://www.ars.usda.gov/midwest-area/west-lafayette-in/livestock-behavior-research/docs/main/

⁵³ https://www.fda.gov/regulatory-information/search-fda-guidance-documents/fdas-strategy-antimicrobial-resistance-questions-and-answers#question6

⁵⁴ https://www.accessscience.com/content/u-s-bans-antibiotics-use-for-enhancing-growth-in-livestock/BR0125171



Le rapport de synthèse de 2018 sur la vente ou la distribution d'antimicrobiens utilisés dans la production animale montre que la quantité vendue et distribuée⁵⁵ au niveau national d'antimicrobiens importants sur le plan médical dans la production animale a augmenté de 9 % entre 2017 et 2018.⁵⁶ Malgré cette



hausse, l'année 2018 s'est avérée être celle avec le deuxième niveau le plus faible jamais enregistré. Selon la tendance générale, les efforts continus pour soutenir la gestion des antimicrobiens portent toujours leurs fruits: les ventes en 2018 affichent un recul de 21 % par rapport à 2009 et de 38 % par rapport à 2015, année où les ventes et la distribution avaient atteint un niveau record. L'utilisation d'antibiotiques a diminué d'un tiers.⁵⁷

En résumé, l'utilisation

d'antibiotiques à des fins de production en production animale fait polémique, et l'adoption récente de directives fédérales est censée réduire cette pratique. La recherche montre que le recours aux antibiotiques pour stimuler la croissance et prévenir les maladies du bétail n'est pas une pratique généralisée. Étant donné que seule une partie des producteurs utilisent des antibiotiques à des fins de production et que leur utilisation semble avoir un impact limité, les restrictions devraient, en moyenne, n'avoir que peu d'effet sur les prix et les quantités produites au fil du temps.⁵⁸

⁵⁵ Même si les données sur les ventes ne reflètent pas nécessairement l'utilisation réelle des antimicrobiens, le volume des ventes observé au fil du temps est un indicateur précieux des changements du marché en lien avec les médicaments antimicrobiens destinés aux animaux dans la production alimentaire.

⁵⁶ Tableau Ventes et distribution à l'échelle nationale d'antibiotiques approuvés pour l'utilisation chez les animaux dans la production alimentaire: https://www.fda.gov/animal-veterinary/cvm-updates/fda-releases-annual-summary-report-antimicrobials-sold-ordistributed-2018-use-food-producing

⁵⁷ https://www.fda.gov/animal-veterinary/cvm-updates/fda-releases-annual-summary-report-antimicrobials-sold-or-distributed-2018-use-food-producing

⁵⁸ https://www.ers.usda.gov/amber-waves/2015/november/restrictions-on-antibiotic-use-for-production-purposes-in-us-livestock-industries-likely-to-have-small-effects-on-prices-and-quantities/



4. Analyse comparative du droit

En raison de l'étendue et de la culture libérale de la politique américaine, l'agriculture se trouve soumise à moins de règles aux États-Unis qu'en Suisse. Aux États-Unis, le domaine le plus réglementé dans l'agriculture concerne tout ce qui a trait à l'environnement. D'aucuns pourraient affirmer que la production est subventionnée aux États-Unis, bien que la participation à de nombreux programmes reste volontaire et que la sphère privée de l'agriculture soit préservée.

Tableau d'analyse comparative

	Suisse	États-Unis
Principes de la politique agricole	PA 2018-2021	Farm Bill 2018 (Loi agricole 2018)
	Découplage des paiements directs de la production	Programmes portant sur les produits agricoles et système d'assurance pour encourager la production
Conditions requises pour obtenir des aides publiques	Prestations écologiques requises PER	Programmes volontaires, les exploitations agricoles doivent répondre à des critères pour y participer
Lois sur la protection de l'environnement Bilan nutritif	Toutes les exploitations dont la charge en bétail excède 2 UGBF/ha doivent réaliser un bilan de fumure.	La réglementation dépend de plusieurs facteurs ⁵⁹ : s'il s'agit d'une exploitation d'élevage intensif en claustration (CAFO), elle a besoin d'une autorisation du département de la Santé de l'État en question, ainsi que d'un plan de gestion des éléments nutritifs (NMP). Les CAFO à l'origine de rejets dans l'environnement sont tenues de posséder une autorisation du Système national d'élimination des rejets de polluants (NPDES). ⁶⁰
Charge maximale en bétail	Une charge maximale en bétail est applicable si aucun bilan de fumure n'est produit.	Aucun niveau maximal pour le bétail.
Protection des eaux	Aucun engrais à moins de trois mètres et aucun PPh à moins de six mètres le long des cours et plans d'eau (zone tampon)	En vertu de l'article 404 de la loi sur la propreté des eaux (CWA), il est illicite de déverser des matériaux de dragage et de remblai dans les eaux des États-Unis d'Amérique sans autorisation du Corps des ingénieurs de l'armée des États-Unis ou d'une autorité reconnue.

⁵⁹ Est de grande taille (voir tableau 1). Les polluants sont rejetés dans les eaux de l'État par un fossé artificiel, un système de chasse d'eau ou tout autre dispositif artificiel similaire. Les polluants sont rejetés directement dans les eaux de l'État, qui proviennent de l'extérieur et passent au-dessus, à travers ou au-dessous de l'installation ou entrent en contact direct avec les animaux confinés dans l'exploitation. A été désignée comme une CAFO.

⁶⁰ Des inspections sont menées pour s'assurer de la conformité aux règles de la loi fédérale sur la propreté de l'eau, les règles sur les CAFO et aux règles de l'État sur les exploitations d'élevage. En général, l'EPA effectue deux à quatre inspections de surveillance et deux à quatre inspections conjointes par an.

Union suisse des paysansDivision Relations internationales



		Une autorisation selon l'art. 404 n'est pas requise pour la plupart des activités agricoles habituelles en cours. 61
Ammoniac	Les émissions d'ammoniac doivent être réduites au minimum. La Confédération encourage les techniques d'épandage diminuant les émissions au moyen d'un programme d'utilisation durable des ressources.	Loi sur la qualité de l'air (ACA) ⁶² Pour appliquer les règles fixées par l'EPA, les États doivent développer des plans de mise en œuvre par l'État (SIP) ⁶³ et les soumettre à l'EPA pour approbation, puis s'y conformer. ⁶⁴
Nitrates / phosphore	Un bilan de fumure équilibré (PER) garantit que le phosphore et l'azote ne sont pas appliqués en quantités excessives.	Aucune règle spécifique (hormis les échantillons à prélever en vertu de la loi sur la salubrité de l'eau potable pour mesurer la teneur en microbes et en nitrates).
Produits phytosanitaires	L'application correcte fait partie des PER, et les exploitations agricoles doivent recenser les utilisations de PPh.	Tous les pesticides doivent être enregistrés et autorisés par l'EPA. Les périodes d'attente pour la récolte après l'application d'un PPh sont réglementées. Pour réduire la contamination en pesticides, les agriculteurs devraient privilégier la lutte intégrée contre les parasites (IPM ⁶⁵). ⁶⁶
Contrôle de la pollution atmosphérique	Les étables et les aires de stockage du fumier sont à construire et à exploiter de manière à réduire les émissions d'ammoniac. Il est nécessaire de respecter des distances minimales pour les bâtiments abritant des animaux pour éviter des problèmes olfactifs.	En vertu de l'article 110 de la loi sur la qualité de l'air (CAA), chaque État doit développer un SIP pour identifier les sources de pollution atmosphérique et déterminer les réductions requises afin de répondre aux normes fédérales en matière de qualité de l'air. Les émissions de certaines substances dépassant 100 tonnes par an sont soumises à approbation, et si une certaine quantité de substances toxiques est utilisée, un dispositif en cas d'urgence chimique et un plan de gestion des risques sont obligatoires.
Biodiversité	Au moins 7 % de la SAU en surfaces de promotion de la biodiversité Les zones protégées ont été exclues.	Les espèces menacées doivent être protégées. Lors de l'épandage de pesticides, les agriculteurs consultent le bulletin indiquant les restrictions géographiques spécifiques à l'utilisation de pesticides. La biodiversité n'est guère mentionnée.

^{61 (}Sont exemptées: les activités agricoles, d'élevage et sylvicoles établies (en cours) telles que le labour, l'ensemencement, la culture, les drainages mineurs, la récolte pour la production d'aliments, de fibres et de produits forestiers, ou les pratiques de conservation des sols et de l'eau dans les hautes terres). https://www.epa.gov/cwa-404/clean-water-act-section-404-and-agriculture

⁶² https://nationalaglawcenter.org/overview/caa/

⁶³ Les États mettent au point des SIP sur la base d'inventaires des émissions et de modèles informatiques pour déterminer si des atteintes à la qualité de l'air vont se produire.

⁶⁴ Si les données indiquent des dépassements des normes, les États doivent imposer des contrôles supplémentaires pour se conformer à la réglementation.

⁶⁵ Des techniques basées sur les sols, le climat, l'historique des parasites et les conditions de culture spécifiques à un domaine particulier.

⁶⁶ https://nepis.epa.gov/Exe/ZyPDF.cgi/P10039OH.PDF?Dockey=P10039OH.PDF



Conservation des pâturages	Aucune règlementation	Des programmes volontaires sont disponibles.
permanents		Le volet « Pâturages » dans le cadre du CRP fournira aux participants qui mettent en place des couverts à long terme et préservant les ressources naturelles des loyers annuels allant jusqu'à 75 % de la valeur pastorale des terres. ⁶⁷
Génie génétique	Le Conseil fédéral a approuvé un plan visant à prolonger le moratoire actuel sur les organismes génétiquement modifiés dans l'agriculture de 2017 à 2021. Quatre variétés végétales GM (une variété de soja et trois variétés de maïs) ont été autorisées à être commercialisées en Suisse comme denrées alimentaires et comme aliments pour animaux, mais elles doivent être déclarées comme telles. 68	OGM autorisés avec plusieurs lois et règlements travaillant ensemble pour réglementer l'industrie des semences. La loi de 2000 sur la protection de l'agriculture contre les risques constitue la loi autorisant le gouvernement fédéral à réguler les cultures issues du génie biologique et fonctionne en lien avec le règlement sur les parasites végétaux issus du génie génétique. La loi sur la protection des végétaux de l'USDA règlemente les essais sur le terrain et les procédures pour les cultures, effectués par le Service d'inspection de santé animale et végétale (APHIS). Les plantes issues du génie biologique peuvent être considérées comme des « additifs alimentaires » et sont donc régies par la loi fédérale sur les aliments, les médicaments et les cosmétiques (FFDCA). À partir de 2020, tous les produits OGM seront étiquetés « issus du génie biologique ».
Bien-être animal	Les animaux ne doivent pas être attachés en permanence, et le bétail a besoin de sorties régulières. Dimensions minimales : 3m² Porcs : pas de caillebotis intégral, dimensions minimales : 2,5 m² Poules pondeuses : pas de batterie, dimensions minimales : 1600 cm² Les transports ne doivent pas excéder 6 heures.	L'AWA ne s'applique pas aux animaux de rente utilisés pour l'alimentation, l'élevage ou l'amélioration de la qualité ou la nutrition. 69 La durée règlementaire d'un transport ne doit pas excéder 28 heures en transit.

⁶⁷ Une aide au partage des coûts est également disponible pour un maximum de 50 % des couvertures et d'autres pratiques, telles que l'installation de clôtures pour le pâturage tournant ou l'amélioration de la couverture des pâturages au profit des pollinisateurs ou d'autres espèces sauvages.

⁶⁸ https://www.bafu.admin.ch/bafu/fr/home/themes/biotechnologie/en-bref.html

⁶⁹ https://content.next.westlaw.com/Document/Id085b5fdddf411e498db8b09b4f043e0/View/FullText.html?contextData=(sc.Default)&transitionType=Default&firstPage=true&bhcp=1

Schweizer Bauernverband Union Suisse des Paysans Unione Svizzera dei Contadini

Union suisse des paysansDivision Relations internationales



Droit foncier Les terres agricoles peuvent seulement être vendues à agriculteurs.	Les terres agricoles peuvent être vendues à des investisseurs. 7071 La loi de 1934 sur le pacage (Taylor Grazing Act) institue des districts de pâturage au sein des propriétés fédérales et confère au Ministère américain de l'Intérieur le pouvoir de délivrer des permis de pâturage aux citoyens américains et aux sociétés enregistrées dans l'État où le permis est demandé. 72 Le gouvernement américain possède environ 28 % de son territoire total à l'heure actuelle.
--	---

⁷⁰ Bien que ce ne soit pas spécifique à l'agriculture, les États-Unis ont créé un comité chargé d'examiner les investissements étrangers dans les entreprises nationales.

⁷¹⁽Committee on Foreign Investment in the United States (CFIUS))
https://content.next.westlaw.com/Document/Id085b5fdddf411e498db8b09b4f043e0/View/FullText.html?contextData=(sc.Default)&transitionType=Default&firstPage=true&bhcp=1

⁷² Alors que la plupart des États ont une législation sur les baux agricoles, la loi fédérale se révèle peu développée et concerne principalement les pâturages.

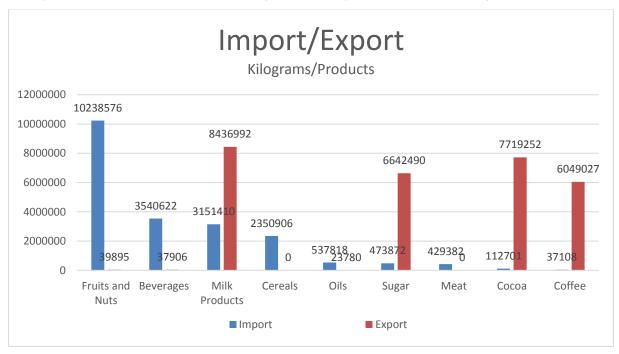
⁷³ https://content.next.westlaw.com/Document/Id085b5fdddf411e498db8b09b4f043e0/View/FullText.html?contextData=(sc.Default)&transitionType=Default&firstPage=true&bhcp=1



5. Données commerciales

Les États-Unis et la Suisse entretiennent des liens bilatéraux étroits, bien qu'aucun accord formel de libreéchange n'ait été négocié entre les deux parties. En 2006, les deux pays ont créé le « Forum de coopération sur le commerce et les investissements » dans le but de discuter de sujets commerciaux d'intérêt mutuel et de progresser dans ces domaines. ⁷⁴ Même si la Suisse représente moins de 1 % du territoire des États-Unis, elle occupe la 6^e place des investisseurs étrangers dans l'économie américaine, avec 310 milliards de dollars d'investissements cumulés. ⁷⁵ L'importance économique que les deux pays revêtent l'un pour l'autre est incontestable. Le commerce lié à l'agriculture est analysé dans ce qui suit.

Le commerce occupe une place essentielle dans le secteur agricole américain, celui-ci destinant plus de 20 % du volume de sa production aux exportations. En 2018-2019, les États-Unis figuraient parmi les cinq premiers exportateurs pour six des neuf céréales échangées au niveau mondial. Dans la catégorie la plus élevée, ils ont exporté 52,3 millions de tonnes de maïs au total. Ces dernières années, les produits agricoles en vrac, en particulier le soja, le maïs et le blé, ont toujours constitué les principales exportations en valeur. Les aliments pour animaux et les fourrages, la viande de bœuf et de veau (fraîche ou congelée) ainsi que les amandes arrivent en tête des exportations de produits à haute valeur ajoutée.



Le tableau⁷⁶ ci-dessus donne un aperçu des produits agricoles les plus échangés entre la Suisse et les États-Unis. Ce sont les produits offrant un potentiel de création de valeur pour l'agriculture indigène qui

⁷⁴ https://www.eda.admin.ch/eda/en/home/representations-and-travel-advice/usa/switzerland-usa.html

⁷⁵ https://www.eda.admin.ch/countries/usa/en/home/representations/embassy-washington/embassy-tasks/economic-and-financial-affairs/swiss-u-s--economic-relations-.html

⁷⁶ Les données d'Agristat ont été utilisées pour les montants et les valeurs des échanges, tandis que le site web des tarifs d'usage suisses a été utilisé pour les tarifs. Toutes les données Agristat datent de 2018. Les chapitres 1 à 24 constituent le volet agricole du commerce. Neuf chapitres des 24 au total ont été analysés dans ce rapport. Les produits échangés avec les États-Unis sont utilisés comme références. Cela signifie que sur les 2278 produits potentiels échangés dans le monde, seul un certain nombre est échangé avec les États-Unis. Sur 2278 produits, seuls 781 ont été échangés avec les États-Unis en 2018. Sur ces 781, seuls 215 ont été analysés ici. Ensuite, ces mêmes produits ont été ajoutés aux importations mondiales afin d'établir une comparaison. Les chiffres correspondent aux kilos des produits.

Union suisse des paysansDivision Relations internationales



dominent sur le plan des exportations (en rouge). Le fromage figure parmi ces produits. Il en va de même pour le café dans l'industrie, comme le symbolisent les capsules Nespresso.

La Suisse importe un plus large éventail de produits qu'elle n'en exporte vers les États-Unis. Les fruits et les noix, en particulier les agrumes et les amandes, constituent la plus grande partie des produits en provenance d'outre-Atlantique. Les boissons, qui comptent pour 17 % des importations, englobent surtout du vin rouge et du vin blanc, tandis que les la quasi-totalité des produits laitiers, qui occupent une part de 15 % de ces importations, arrive sous forme de petit-lait et de petit-lait modifié. Les céréales, dont la part atteint 11 %, comprennent pour l'essentiel du riz et du maïs.

De façon presque inversement proportionnelle, les produits provenant des États-Unis en petites quantités sont exportés en masse. La majorité des produits laitiers exportés sont des produits transformés sous forme de fromage. En ce qui concerne le cacao, la Suisse exporte 30 types différents de chocolat. Les exportations de sucre se composent pour l'essentiel de chocolat blanc. Dans le cas du café, deux produits représentent la quasi-totalité des exportations : le café torréfié décaféiné et le café torréfié non décaféiné.

La Suisse importe 21'000 tonnes de marchandises des États-Unis, où elle en exporte 29'000 tonnes. Elle exporte donc 8000 tonnes de plus qu'elle n'en importe. La différence en volume se révèle beaucoup moins importante que l'écart en valeur. En effet, la Suisse importe des produits pour 99 millions de francs en provenance des États-Unis, tandis qu'elle en exporte pour 421 millions de francs vers les États-Unis. La différence en valeur se montre beaucoup plus importante que la différence entre les quantités de biens. Le solde des échanges agricoles s'élève à 322 millions de francs en faveur de la Suisse.

La Suisse affiche, par conséquent, un excédent commercial tant en valeur qu'en volume. Les États-Unis représentent un marché important pour la Suisse, même si une analyse au niveau des produits agricoles montre que c'est surtout l'industrie qui en profite. Dans l'agriculture, l'industrie laitière sort du lot grâce à ses produits fromagers à valeur ajoutée, mais il reste des débouchés à exploiter.

6. État actuel des négociations

Dans un passé récent, en décembre 2018, l'ancien conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann, alors ministre de l'Économie, rencontrait le représentant adjoint au Commerce américain pour discuter d'un éventuel accord commercial entre la Suisse et les États-Unis. Un mois plus tard, le conseiller fédéral Ignazio Cassis et le Secrétaire d'État américain Mike Pompeo ont examiné les avantages mutuels des solides relations économiques et commerciales entre la Suisse et les États-Unis, tout en discutant des prochaines étapes possibles vers un accord commercial.⁷⁷

En mai 2019, le conseiller fédéral Ueli Maurer affirme avoir reçu des signaux très positifs du président américain Donald Trump pour négocier un accord de libre-échange entre les deux pays. Même les milieux agricoles reconnaissent maintenant qu'un tel accord est aussi une opportunité pour la Suisse, estime-t-il.⁷⁸

À propos du libre-échange, le Secrétariat d'État à l'économie (SECO) a abordé la question d'un éventuel accord de libre-échange avec les États-Unis lors de sa dernière conférence de presse en novembre 2019. Il a été réaffirmé que les négociations ont abouti en substance et que les discussions portent désormais sur les paramètres pour savoir s'il est possible de passer à l'élaboration concrète d'un accord. Par conséquent, l'accord se trouve, paraît-il, en phase réglementaire aux États-Unis, qui tentent de comprendre ce qu'ils pourraient exporter en Suisse. Bien que le SECO ait souligné l'importance de prendre au sérieux un

 $^{^{77}\} https://ch.usembassy.gov/swiss-u-s-economic-relations-opportunities-and-challenges/$

 $^{^{78}\,}https://www.letemps.ch/ueli-maurer-rencontre-donald-trump-maisonblanche-un-entretien-confidentiel$

Union suisse des paysansDivision Relations internationales





éventuel accord, en précisant que le grand intérêt des deux pays ne doit pas être sous-estimé, il s'est abstenu de faire tout autre commentaire.⁷⁹

Le mois suivant, le quotidien *NZZ* a annoncé que les États-Unis pourraient bientôt détrôner l'Allemagne comme premier partenaire commercial de la Suisse. Dans ce contexte, la signature d'un accord de libre-échange entre Berne et Washington constitue une priorité, estime le directeur de la Chambre de commerce Suisse-États-Unis. De janvier à octobre 2018, les exportations suisses vers les États-Unis ont bondi de 11,6 %, tandis que celles vers l'Allemagne n'ont avancé que de 1,9 %. Chiffrée à 34,8 milliards de francs, la valeur des exportations vers les États-Unis est inférieure d'un peu moins de 3 milliards de francs à celle des exportations vers l'Allemagne.⁸⁰

Selon le Département fédéral des affaires étrangères, les exportations vers les États-Unis ont enregistré une croissance moyenne de 10 % par an ces dix dernières années et continuent sur cette lancée. En 2016, les exportations de biens ont atteint un nouveau record de 37,7 milliards de dollars, et les exportations de services se sont élevées à 23,7 milliards de dollars. La Suisse constitue le douzième plus important marché d'exportation pour les produits américains.⁸¹ Le volume des échanges bilatéraux de biens et de services entre la Suisse et les États-Unis a atteint 110 milliards de dollars.

Dans un discours prononcé l'année dernière, l'ambassadeur des États-Unis en Suisse, Edward Mc Mullen, a déclaré : « Beaucoup de gens, y compris moi-même, pensent que nous pouvons rendre ces relations économiques encore plus fortes. Et nous œuvrons ensemble pour aller dans cette direction. »⁸²

En marge du Forum économique mondial de janvier 2020, la présidente de la Confédération Mme Sommaruga a rencontré le président américain Trump pour relancer les négociations. Le président Trump a exprimé son intérêt pour l'approfondissement des relations commerciales. Cependant, selon les médias suisses, plusieurs obstacles s'opposent à l'ouverture des négociations, en particulier le désir des américains d'avoir une balance commerciale équilibrée. L'excédent massif de la balance ne peut être compensé par des importations de denrées alimentaires. Pour ce faire, l'industrie pharmaceutique devrait probablement réduire ses exportations, ce qui n'aurait aucun sens. Les relations commerciales avec les États-Unis fonctionnent déjà très bien aujourd'hui et le potentiel a été largement épuisé. Les acteurs économiques et politiques se demandent donc si un accord global est même souhaitable ou s'il ne vaudrait pas mieux que la Suisse se concentre sur des accords sélectifs dans des domaines particuliers comme le commerce électronique par exemple.⁸³

* * * * *

Berne, le 18 février 2020 | Rachel Keller | Synthèse accord de libre-échange CH-US

⁷⁹ Groupe de liaison SECO OMC/ALE-ONG du 18 novembre 2019

⁸⁰ https://www.amcham.ch/media/downloads/191204_NZZ_USA_bald_wichtigster_Handelspartner.pdf

⁸¹ Par ailleurs, les exportations américaines de services s'élèvent à 32,5 milliards de dollars, ce qui fait de la Suisse le 6^e marché d'exportation de services, devant le Mexique et l'Allemagne.

⁸² https://ch.usembassy.gov/swiss-u-s-economic-relations-opportunities-and-challenges/

⁸³ https://www.nzz.ch/wirtschaft/trump-bleibt-an-handelsabkommen-mit-der-schweiz-interessiert-ld.1535444